

le libertaire

hebdomadaire

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

ABONNEMENTS POUR LA FRANCE

Un an	6 fr. »
Six mois	3 fr. »
Trois mois	1 fr. 50

ADMINISTRATION ET RÉDACTION

PARIS — 15, RUE D'ORSEL, 15 — PARIS

Adresser tout ce qui concerne le journal à l'Administrateur

ABONNEMENTS POUR L'ÉTRANGER

Un an	8 fr.
Six mois	4 fr.
Trois mois	2 fr.

L'Émeute à Berlin

Plusieurs centaines de blessés, plusieurs milliers de coups de revolver tirés, un nombre encore inconnu, mais certainement élevé, d'immeubles industriels mis à sac par une foule exaspérée, sabrée et fusillée sans relâche par les flics du Kaiser, tel est le bilan des huit journées d'émeute que vient de connaître Berlin.

La police du Lépine allemand intervint avec autant de douceur et d'indulgence qu'en met la nôtre à apaiser les conflits qui divisent chez nous le Capital et le Travail.

On assomma avec la matraque en caoutchouc (ils en ont, à Berlin !) on taillada avec le sabre, on « brûla » avec le revolver.

Seulement, diable, les grévistes se rebiffèrent. Et ils se rebiffèrent d'une façon tout à fait imprévue, tout à fait anormale, tout à fait déconcertante : ils rendirent coup pour coup, assommade pour assommade, entaille pour entaille, fusillade pour fusillade.

Ce ne furent pas des chasses à courre, mais des batailles rangées où prirent part d'abord des centaines, puis des milliers d'individus.

Les flics furent baptisés de partout, siôt le pied mis dans la rue. On les mitraillait de tous objets, coupants ou contondants : au petit bonheur la chance.

On les tirait des toits, des fenêtres, des soupiraux. Ça tombait, sans voir respect, comme vache qui pisse.

Les flics tirèrent sur les fenêtres. C'est nouveau jeu.

Et ils se servirent de quoi ? du brownie ! du brownie que l'on voudrait nous interdire à nous en nous tolérant exclusivement le lance-pois.

Dans une seule rue, pour la journée du 27 septembre, on estima le nombre des manifestants à cent mille.

Pour un début d'exercice révolutionnaire, ce n'est pas mal.

C'est même bien si l'on songe que ce réveil de l'esprit de révolte s'est produit en Allemagne, la nation froide à l'excès, flegmatique à la manière anglaise et qui n'a su jusqu'à présent que voter et cotiser en masse.

Et cela prouve surtout une chose, une chose qu'il faut retenir si nous voulons, nous aussi, parler sagement des « leçons de l'expérience » : c'est que l'on est neuf fois sur dix dépassé par les événements et que ces événements peuvent surgir d'un rien.

La démonstration servira-t-elle à nos camarades allemands ?

Et à nous, va-t-elle, enfin, nous être d'un enseignement capital ?

Il faut remarquer tout de suite le caractère facile de l'émeute.

Elle fut provoquée par un conflit entre ouvriers et patrons au sujet d'une augmentation de salaires.

Comme toujours, les patrons furent, intrinsèques.

C'est partout que ces coquins prétendent ne pouvoir accorder cinquante centimes de l'heure au lieu de quarante-trois.

La grève éclata. Naturellement, les patrons embauchèrent des « jaunes », que « chassèrent » aussitôt les grévistes.

Ce fut la guerre. La faim avait fait sortir le loup du bois.

La faim, en effet, et elle seule, car la demande des ouvriers était on ne peut plus légitime, la vie envenimée chez eux autant qu'elle envenimait chez nous — et partout.

Des impôts supplémentaires étaient venus, il y a un an, écraser encore un peu plus le contribuable allemand.

Le pain, le lait, avaient augmenté de prix. La viande manquait, pour des causes faciles à trouver et auxquelles on pouvait apporter remède en levant les droits d'entrée sur les produits étrangers, comme on l'aurait pu faire, chez nous à propos du blé des voisins.

Mais cette mesure, qui, d'ailleurs, ne serait qu'un remède dérisoire et tout temporaire, aurait diminué les bénéfices des capitalistes allemands, tout comme elle diminuerait chez nous les bénéfices de nos « affameurs ».

C'est l'état de souffrance général qui accentue toujours le plus petit conflit. La moindre grève est l'étincelle qui met le feu à la poudre.

La presse bourgeoise, extrêmement troublée, ne fait aucune façon de reconnaître qu'il s'agit là d'une grave émeute, telle que l'on n'en vit pas depuis 1848. Un journal allemand, la *Gazette de Voss*, s'exclame naïvement :

« Est-il vraiment possible que pendant huit jours, la populace non seulement n'ait pas fui à la vue d'un uniforme, mais qu'elle ait tiré sur la police ; qu'elle ait dévasté, pillé, incendié, malgré les édits de la police avertissant qu'elle tirerait sans pitié, même sur les femmes et les enfants, et que ceux qui seraient pris dans les bagarres pourraient se voir infliger jusqu'à dix ans de travaux forcés. »

Tous ces gens-là sont déconcertés que le lapin soit devenu chien enragé.

La métamorphose nous surprend aussi, mais agréablement.

Nous ne regrettons qu'une chose : c'est le nombre exagéré des manifestants blessés en regard de celui des flics.

C'est donc toujours et partout la même histoire !

Et je me trompais quand j'écrivais que les camarades allemands ont rendu coup pour coup.

Ils ne l'ont pas fait.

Ils n'ont pas pu le faire.

D'abord, parce qu'ils ont été surpris par la soudaineté et l'ampleur de la révolte.

Ensuite, parce qu'ils ne savent pas encore que le mépris et l'indignation ne sont pas des armes pour la bataille des rues.

L'expérience leur mettra désormais à la main les armes nécessaires.

Ils sauront, comme nous le savons chez nous, que les gardiens de la paix... bourgeoise, de la tranquillité capitaliste, sont des assassins par fonction et par caractère.

Il y a quelque temps, les socialistes allemands qui manifestèrent dans la rue en faveur du suffrage universel furent sabrés comme ils l'ont été hier pour avoir réclamé la vie moins chère.

La police a pensé que la prétention au bulletin de vote valait des coups de sabre, la prétention de ne pas crever de faim, en étant abominablement exploité, valait, en plus, des coups de revolver.

Les socialistes allemands sont ainsi amenés par la brutalité à établir une différence dans l'importance de leurs réclamations.

Je suis persuadé que les camarades allemands ne sont pas au bout de leurs misères et de leurs révoltes.

Ils seront amenés à se révolter plus violemment encore demain, parce qu'ils seront demain plus exploités encore qu'aujourd'hui ; parce qu'ils connaîtront plus durement le chômage que rend inévitable un machinisme de plus en plus étendu et intense.

Ils se révolteront davantage, enfin, et plus sérieusement, quand ils auront entrevu la possibilité d'établir dès aujourd'hui, et non pas dans mille ans, un régime d'où l'exploitation de l'homme par l'homme sera bannie et où tous les producteurs jouiront du fruit intégral de leur travail.

Ce n'est pas à ce moment-là qu'on pourra leur opposer victorieusement la police.

Ils triompheront d'elle, car ils seront les plus forts.

Et je serais pour ma part bien étonné si, à la première occasion, ils ne reposaient pas aux flics par des bombes.

Georges Durruti,

AU PORTUGAL

Nous apprenons, au dernier moment, que la révolution a éclaté à Lisbonne. L'armée et la marine sont avec les républicains. On peut donc penser que c'est, à bref délai, l'établissement d'une république au Portugal.

La République Argentine et la République Française ont donné assez de preuves de ce que vaut un tel régime. Mais il appartient aux éléments avancés du Portugal d'essayer de brûler cette étape qui n'a rien de nécessairement inéluctable dans l'évolution sociale de tous les peuples.

L'exploitation bourgeoise, voilà l'ennemie. Aux révolutionnaires de profiter de l'effervescence et de la désorganisation actuelles pour la frapper à mort. Pour l'atteindre au cœur, il y a des archives et des titres de propriété à faire flamber !

Courage, camarades portugais ! Agissez vite et frappez ferme !

Naïvetés

Billet au général

Oh ! général, permettez à un de vos indéfectibles admirateurs de vous exprimer la joie enthousiaste qu'il a ressentie à la lecture des conseils de Haute Sagesse Révolutionnaire que vous venez de donner aux bleus !

Il est sublime, le courage dont font preuve les militants révolutionnaires en allant à la caserne ! Qu'ils seront beaux, lorsqu'ils marcheront au pas, uniformément, bien alignés, fièrement, encadrés par les chefs ; lorsqu'ils obéiront passivement aux deux commandements des officiers ; lorsque pour la Cause ils feront les corvées et « pinceront l'oreille à Jules » !

Mais il y a aussi les braves qui s'introduisent jusque dans l'intimité des chefs de l'armée et nous seront d'un précieux concours en nous indiquant les officiers qui ne sont pas encore gagnés à la cause socialiste et qui auraient des intentions malveillantes à notre égard. C'est avec héroïsme qu'ils décrocheront les officiers bourgeois et rinceront la cuvette de leurs dames, sachant qu'eux aussi travaillent pour la Révolution.

Il me vient même une idée que je vous soumets respectueusement, Général : il faut, pour que l'armée devienne plus tôt et tout à fait révolutionnaire, que tous les militants révolutionnaires « rempilent ». En restant, au lieu de deux ans, quatre années ou six, ou même dix, ils est évident que nous aurons beaucoup plus de chances d'avoir une armée complètement révolutionnaire. Vous, Général, qui avez l'autorité d'un chef, pourriez faire une proclamation dans ce sens :

Certes, mon Général, vous n'exagérez pas du tout lorsque vous dites que ce « serait une lâcheté », pour un révolutionnaire, de désertir. Cela friserait même la Trahison, la Haute Trahison, et les quelques « cochons, fous ou imbeciles » qui ne sont pas de votre avis et conseillent la désertion mériteraient douze balles socialistes.

Cependant, vénéré Général, permettez à votre humble serviteur de vous présenter une requête : je connais à Paris et même en province beaucoup de lâches qui ont déserté leur pays respectif (Espagnols, Italiens, Allemands, etc.). Je vous assure qu'ils s'amendent et, par exemple, lorsqu'il y a une manifestation révolutionnaire, ils sont là, au feu, des centaines. Ainsi, le 13 octobre, votre grande journée, Général (après celle du 17, cependant), sur deux manifestants arrêtés, il y avait un étranger. Pour permettre à ces « lâches » de se « réhabiliter » entièrement, ne pourrait-on pas demander au gouvernement de mettre la Légion Étrangère en garnison en France ?

Je suis convaincu qu'ils s'y engageront aussitôt pour la gloire de renforcer l'armée révolutionnaire.

Un Naïf.

Le Congrès de Toulouse

NOUS VOULONS AUSSI DES RETRAITES

Nous avons déjà montré, plusieurs fois, que le mouvement syndical se trouvait actuellement en butte aux entreprises des politiciens (P. S. U. et Franc-Maçonnerie), comme aux entreprises de l'Etat représentant de la classe capitaliste.

Jusqu'à présent, il ne semble pas que la C. G. T. veuille prendre, à l'égard de ces tentatives, une attitude nette.

Pour la question des Retraites Ouvrières qui sera discutée au Congrès confédéral de Toulouse, les politiciens du P. S. U. ont roulé le Comité Confédéral.

En effet, les socialistes soutiennent la capitalisation pensant que la C. G. T. défendrait la répartition. C'est ce qui arriva et en soutenant un système, la répartition, la C. G. T. acceptait en fait le principe d'une loi des Retraites Ouvrières.

Or, c'est précisément ce qu'il fallait éviter : la reconnaissance par les syndicats de l'ingérance de l'Etat, des Parlements, dans les rapports des ouvriers et des patrons.

La C. G. T. avait pour devoir non seulement de refuser de discuter la loi présentée au Parlement (ce qu'elle a fait), mais encore de s'opposer à un autre système de loi contre celui proposé par le gouvernement. Elle avait à déclarer au millier de politiciens tarés et corrompus formant le Parlement français, qu'ils étaient incompétents et indignes de défendre les intérêts des producteurs contre les exploités ; que seuls les travailleurs, groupés sur un terrain de classe, étaient qualifiés pour défendre leurs intérêts.

J'entends bien l'objection que les camarades syndicalistes nous font :

« D'abord, disent-ils, nous savons que la répartition ne pouvait être acceptée par le Parlement, c'était donc, en quelque sorte, une invitation de Gascon. Ensuite, il ne suffit pas de nier toujours, il faut apporter quelque chose de positif. La grande masse des « travailleurs, que vous le voulez ou non, fait surtout fond sur les améliorations immédiates et si nous voulons, nous, syndicalistes, avoir un peu « son oreille », il nous faut en tenir compte. Si nous avons défendu la répartition, c'est dans le désir de « s'entendre quelque chose de positif. »

A cela, nous répondons :

Nous ne faisons pas un grief aux travailleurs d'améliorer leur situation, au contraire. Nous voyons avec plaisir les grèves éclater pour une diminution d'heures du travail, pour une augmentation de salaire, pour des meilleures conditions d'hygiène à l'atelier. Nous sommes mêmes partisans des améliorations immédiates, mais à la condition formelle que cette action ne vienne pas détruire ni en fait, ni dans l'esprit des travailleurs, l'idéal que nous nous efforçons de leur donner et que vous avez inscrit dans l'article premier des statuts de la C. G. T. : l'abolition du salariat par l'expropriation, — effectuée par les travailleurs eux-mêmes — des capitalistes.

Or, lorsque vous demandez le vote ou l'application d'une loi, cette loi serait-elle encore plus sociale, vous sanctionnez d'abord l'exploitation que vous subissez et vous créez chez les producteurs une mentalité qui leur fera forcément croire que les améliorations qu'ils peuvent avoir viennent de l'Etat. L'ingérance de l'Etat dans les conflits entre le travail et le capital détruit toute idée révolutionnaire, même lorsque vous descendez dans la rue pour demander l'application d'une loi.

Dans le cas qui nous occupe, nous constatons qu'il est vrai que la grande

masse des travailleurs voudrait avoir une retraite.

Un seul moyen s'impose aux révolutionnaires.

C'est d'arracher ces retraites pour les vieillards, aux patrons eux-mêmes et de vive force, sans aller chercher le concours de l'Etat.

Et qu'on ne crie pas à l'impossibilité. Les travailleurs arrachent bien des diminutions d'heures de travail, des augmentations de salaires ; pourquoi la collectivité des producteurs n'obligerait-elle pas les exploités à verser aux syndicats une somme de tant pour les retraites ouvrières ?

De cette manière, ce ne serait plus l'Etat qui distribuerait, comme une aumône, les retraites aux travailleurs, mais bien leurs camarades des syndicats.

Ah ! quel bel exemple de solidarité et d'entraide donneraient les travailleurs si chaque fin de mois ils pouvaient dire aux vieillards : « Nous avons déclaré, nous, les jeunes, la guerre à nos ex-ploiteurs, nous avons affronté les conséquences et les risques de la grève et nous sommes parvenus à arracher un peu de ce capital qu'on nous vole. »

« Maintenant, chaque fin de mois, au fur et à mesure des rentrées, nous les « répartissons aux vieux travailleurs. »

Ainsi, les producteurs sentiraient qu'ils n'ont d'espoir, pour leur émancipation, que dans leur action propre.

Ainsi, vous ne renforciez pas la puissance de l'Etat en le faisant constamment intervenir pour « régler » les rapports du Capital et du Travail.

Et cela voudrait dire que si vous êtes disposés à en finir avec le régime capitaliste, vous êtes non moins disposés à en finir avec le régime étatiste et parlementaire.

Ce syndicalisme qui consiste à grouper les travailleurs pour les faire combattre contre les capitalistes et contre l'Etat, nous le soutiendrons.

Mais un syndicalisme qui consisterait à demander constamment la modification, la confection et l'application de lois même en employant pour cela une méthode dite révolutionnaire et d'action directe, mettrait par ce seul fait les travailleurs à la remorque des partis politiques.

Ce syndicalisme-là, nous le combattons énergiquement.

Henry Combes.

A bas les Casernes !

A cause de cette manchette, les Compagnies de Chemins de fer ont refusé de mettre en vente dans leurs bibliothèques notre dernier numéro. Comme les Compagnies dépendent, peu ou prou, de l'Etat, c'est à coup sûr sous la pression du gouvernement qu'elles ont agi. En dépit de la soi-disant liberté de la presse, le gouvernement trouve donc le moyen de bâillonner sournoisement celle-ci quand un journal lui déplaît.

Les camarades qui avaient l'habitude de prendre le *Libertaire* aux bibliothèques des gares nous excuseront de ne l'avoir pas trouvé cette fois-ci.

Mais nous espérons que tous voudront protester contre la mesquinerie gouvernementale tout en réparant dans une certaine mesure le dommage que nous avons subi. Ils le peuvent en nous aidant à écouler l'important stock de journaux qui nous sont revenus.

Que chacun se hâte donc de nous demander quelques exemplaires du numéro interdit ; que chaque groupe nous en demande une centaine ; le départ de la classe offre une excellente occasion de faire de la bonne propagande en distribuant ce numéro.

A BAS LES CASERNES !

est à la disposition de tous aux mêmes conditions de propagande : 6 francs le cent, franco.

EN DÉTRESSE

A la Terre de Feu

Voici le texte de la lettre adressée par un exilé argentin au journal syndicaliste révolutionnaire *La Accion Socialista*, de Buenos-Aires :

Chers camarades,

Hier (4) à midi, nous sommes arrivés au bagne. Avant-hier le transport de guerre *Ushuaia* jeta l'ancre dans le port. Le commandant descendit à terre pour nous remettre aux autorités pénitentiaires, mais celles-ci prétendirent ne pas avoir d'ordres pour nous admettre, ni même d'avis de notre arrivée.

Le commandant du *Ushuaia* ayant reçu l'ordre de partir au secours de naufragés, le directeur du bagne se décida à nous admettre.

Nous avons été conduits au commissariat du village, et nous fûmes obligés de marcher dans la neige qui s'étend, comme un grandiose suaire, sur l'immensité des terres du sud.

Après les formalités d'identité, on nous photographia ; puis nous avons été conduits au bagne : toujours sur la neige. Comme nous ne sommes pas habitués à marcher sur un tel terrain, nous tombons à chaque moment. Nous sommes obligés d'apprendre à marcher de nouveau ! Une demi-compagnie de soldats nous accompagne.

On nous a donné ordre de sortir pour travailler dans la montagne, mais une pluie interminable nous en empêche.

Les officiers nous informent que nous ne resterons pas au bagne, que nous serons exilés encore plus loin puisqu'une condamnation n'a été prononcée contre nous.

Dans ce cas nous nous trouverons sans habitation ni moyen d'existence, à moins de trouver du travail. Trois charpentiers ont déjà une occupation. Un boulanger aussi. Notre espoir est dans l'aide que nous pourrions recevoir des camarades de Buenos-Aires et surtout des syndicalistes et de la Confédération qui sont les seuls éléments qui font preuve d'activité dans ces moments difficiles.

Je désire recevoir des nouvelles de ma compagne et de mes fils. Comme ils doivent déménager et que je suppose qu'ils l'ont fait, je ne connais pas leur nouvelle adresse.

Dans ce pays, il n'y a pas de possibilité de fuite. On laisse les forçats aller librement dans le village sans surveillance, parce qu'il est impossible qu'ils s'en aillent. Ils mourraient de froid et de faim dans les montagnes.

Nous sommes ici : Bianchini, Caporaletti, Silverio, Sumiza, Zarate, Leandro, Torres, Ibanez, Sturla, Pacheco, Balzan, Barrera, Antilli, Courtis, Lopez, Bracamonte, Bongiorno, Striaconos, Siciliano, Luques, del Valle et celui qui écrit cette lettre.

Dites-moi si les travaux sont en bonne voie pour publier *Accion Socialista* quotidiennement. Envoyez-moi quelques exemplaires pour distribuer aux quelques habitants de ce pays. Je tâcherai de trouver un correspondant.

Je vous souhaite la fermeté et la bravoure habituelles. L'ennemi est puissant et nous devons le vaincre un jour.

Bon souvenir à tous les compagnons du petit groupe de la part de votre ami, Félix Godoy.

Voici les commentaires de *La Accion Socialista* :

La lettre qui précède nous arrive comme un écho lugubre des exilés, victimes du despotisme bourgeois. Elle nous montre, dans toute son horreur, la brutalité et la cruauté des barbares de la classe capitaliste, lesquels ont exilé dans les régions désolées du Pôle ceux qui luttent pour l'émancipation des travailleurs.

Non contents de les tenir au secret pendant trois mois, ils les envoient ensuite à plus de trois mille kilomètres au Sud, où on va les laisser « en liberté ! »

Si on avait l'intention de les exiler seulement, on pourrait faire comme dans l'autocratie Russe ou la monarchie Espagne : les mettre dans des villages où ils puissent gagner leur vie. Mais telle n'est pas la pensée des tortionnaires de notre République ; on les a déportés aux confins les plus éloignés du territoire, dans les terres les plus inhospitalières, avec une intention perverse et criminelle, bien digne d'une âme barbare, lâche et mesquine comme l'est celle de la bourgeoisie Argentine.

La solidarité ouvrière ne peut pas se faire attendre. Il n'est pas possible que nous laissions mourir de faim nos camarades...

(4) Vers la fin août.

La Confédération a déjà voté quelques fonds pour eux et le Comité Pro-prisonniers également, bien qu'il n'ait plus de fonds.

Nous ouvrons ici une souscription.

Il est nécessaire que dès maintenant les organisations se réunissent pour s'occuper de cette affaire et d'abord pour ramasser le plus d'argent possible.

Il faut bien se rappeler que parmi les exilés il y a des malades et que les autres le seraient à brève échéance si nous ne leur faisions pas parvenir de quoi lutter contre les rigueurs du climat.

En attendant, que les députés reçoivent ici le salut affectueux de leurs camarades de *La Accion Socialista*, lesquels, comme le dit la lettre de Godoy, sont plus que jamais disposés à continuer la lutte malgré la répression sauvage, jusqu'à la complète émancipation des producteurs, en renversant tous les obstacles qui s'opposent à leurs entreprises libératrices.

CAMARADES D'EUROPE

La campagne que va mener la Confédération en Argentine contre les lois de répression, ne peut donner de résultats qu'à la condition d'être vigoureusement secondée par les camarades d'Europe et particulièrement les Espagnols, Français et Italiens.

La propagande des camarades de ces pays doit porter :

1° Sur le boycottage des marchandises à destination de l'Argentine ;

2° Il faut faire comprendre aux ouvriers qu'ils ne doivent pas se laisser bernier par les racleurs d'émigrants qu'on fait venir constamment d'Europe, car l'aube des libertés prolétariennes n'a pas encore pointé à notre horizon.

Ainsi l'immigration, qui a déjà notablement baissé, baissera encore et comme il manquera des bras à la bourgeoisie, elle ne s'amusera pas trop à expulser un grand nombre d'ouvriers comme elle l'a fait jusqu'ici.

La « Accion Socialista ».

LA « ACCION SOCIALISTA »

On voit que nos camarades argentins, eux, ne perdent pas courage et qu'ils rendent coup pour coup. Ils luttent, ils se défendent. On détruit sauvagement leurs journaux quotidiens. Immédiatement d'autres renaissent.

Et les révolutionnaires de notre pays, que font-ils ? Particulièrement les anarchistes, puisque ce sont surtout leurs amis les anarchistes qui ont à souffrir le plus cruellement des Indiens tortionnaires de l'Argentine ?

Le président de cette République de sauvages a pu impunément se balader dans les rues de Paris, tout dernièrement, sans que seulement un coup de sifflet soit venu lui rappeler qu'il y avait dans ce pays, à Paris, quelques révolutionnaires.

Mais il n'est jamais trop tard pour bien faire. Déjà une affleure fort bien rédigée a été placardée. Qu'on continue sans relâche jusqu'à complète satisfaction.

Il y a aussi d'autres actions, non moins utiles et non moins retentissantes, qui pourraient être faites et que nous ne pouvons dire ici.

Aux groupes de camarades anarchistes (s'il y en a encore) d'en prendre l'initiative.

Les horreurs de Biribi

Un de nos camarades nous communique, sur la mort de Zimmer, l'article ci-après, paru dans la Dépêche Tunisienne, un journal bourgeois, ne l'oublions pas.

ENTOUR DE L'EVASION DE ZERIBA

Détails rétrospectifs

On sait quelle émotion a provoquée en Tunisie et en France le meurtre inutile par des tirailleurs de deux détenus du pénitencier de Tebourouk, détachés sur un chantier de route à Zeriba et qui avaient tenté de s'évader.

Cette émotion eut été plus vive encore si l'on eut connu les détails des circonstances qui ont entouré et suivi cette action stupide et cruelle.

Aussitôt les deux hommes morts ou supposés morts, le chef qui avait le commandement du détachement a songé à diriger les deux corps sur le pénitencier en vue de leur inhumation.

Il a réquisitionné une arabat et a chargé son propriétaire, un indigène de la région, de placer les cadavres sur le véhicule avec une boîte de paille et de les conduire à la gare de Béja, d'où on les expédierait ensuite à Medjez pour rejoindre enfin Tebourouk, au moyen d'une autre arabat.

Un indigène a franchi les quinze kilomètres qui séparent Zeriba et il est arrivé à la gare de Béja un peu après midi, alors que tout le personnel était en train de déjeuner.

Ne trouvant personne à qui confier son macabre chargement, il a déposé les cadavres l'un après l'autre sur un banc de la salle d'attente et s'apprêtait à repartir lorsqu'un facteur de la gare, apercevant ces corps, simplement couverts d'une couverture et d'où s'échappaient des filets de sang, rappela l'indigène et prévint le chef de gare.

Ce dernier, après avoir entendu les explications de l'arabati et en l'absence de toute escorte militaire et de tout ordre émanant d'une autorité quelconque, se refusa énergiquement à recevoir les deux cadavres et donna à l'indigène l'ordre de les enlever immédiatement.

Sans se troubler de l'incident, l'indigène replaça les corps sur son véhicule et reprit le chemin de Zeriba.

Il revenait du poste dans la soirée, toujours avec son sinistre chargement, mais accompagné d'un gradé qui put faire le nécessaire pour le transport des restes des deux malheureux.

On a su depuis, par l'enquête faite autour de ce lamentable incident que Zimmer n'était pas mort alors qu'il fut chargé sur l'arabat avec le cadavre de son camarade Robin et l'autopsie a démontré sur le corps de Robin des traces de coups de pied ou coups de crosse qui ont été portés « après sa mort », ce qui prouve l'état d'esprit dans lequel se trouvaient les soldats indigènes chargés de la surveillance des détenus.

Tout cela est horriblement triste !

Vous avez bien lu les dernières lignes ? Elles ne sont pas croyables, et pourtant c'est l'enquête officielle qui établit leur véracité. Devant de pareilles monstruosités accomplies sous l'égide du drapeau français, que dire qui ne soit pas « déshonorant », que faire qui ne soit pas quelque sanglant représaille ?

Biribi en France

Biribi rentre en France.

Ceux qui ont lutté pour arriver à ce résultat peuvent chanter victoire ; chaque jour des compagnies de disciplinaires arrivent dans les garnisons nouvelles qui leur sont affectées.

Victoire ! Nous les aurons ainsi sous les yeux, nous pourrions contrôler les actes des gradés. Les tragédies sanglantes de Djénan-ed-Dar, de Tunis et autres lieux ne pourront désormais plus se produire.

Ces jours derniers, on a dû procéder — les journaux, en quelques lignes nous l'apprennent — à l'installation d'une compagnie de cent hommes, accompagnés de trente gradés, à l'île de Cézembre, près de Saint-Malo.

Ceci semble tout simple. A trois cents kilomètres de Paris, on ne peut martyriser personne sans que l'opinion publique ne s'en émeuve aussitôt, et le contrôle sera, chacun peut le penser, aisé pour tous.

Or, l'île de Cézembre est à douze kilomètres au large de Saint-Malo, un flot interdit aux simples mortels. Aucune habitation ne s'y dresse, à part le fort où seront enfermés comme de juste les heureux bénéficiaires du nouveau décret.

Ils seront sous notre contrôle !...

...Mais un seul bateau a le droit d'aborder dans l'île (c'était l'*André-Marcel*, il y a quelques années, le même, probablement, aujourd'hui), celui qui transporte les soldats du fort et ravitaillait l'île.

Quelle victoire ! Avec quelle douce quiétude nous pouvons nous reposer sur les résultats acquis ; Biribi est mort (du moins en partie), mais Biribi résuscite en la mère patrie. Partout où l'isolement peut se faire, où les cris peuvent être étouffés, un petit Biribi s'installe.

Mais la plus merveilleuse trouvaille, c'est encore Cézembre. Pour les profanes, c'est encore Saint-Malo, les humains proches, la surveillance possible. En réalité, pour les malheureux qu'on vient d'y amener, c'est l'isolement pire qu'en Afrique, c'est, avec l'humanité proche, l'impossibilité matérielle de correspondre avec les hommes, d'espérer en leur protection. C'est l'enfer aussi bien qu'en Afrique, sans même l'espoir d'une évasion possible.

Quel crédit pouvons-nous faire aux brutes galonnées qui, de là-bas, viennent en France continuer leur surveillance ? Pouvons-nous espérer que des sentiments d'humanité ont germé en eux subitement ? Non ! Ce n'est pas parce qu'on les a tirés du désert pour les jeter sur un flot, dans la solitude de la mer, que les victimes sont délinquantes à jamais de leurs bourreaux.

Le chant des vagues couvrira plus d'une fois la clameur désespérée d'un homme qui on torture, cependant que, béats, des philanthropes s'applaudiront d'avoir contribué à cette réforme : le transfert de Biribi en France.

Ce n'est pas cela que nous voulions. Ce n'est pas ce que veulent les mères. Biribi déplacé est toujours Biribi, et c'est sa suppression que nous exigeons toujours.

Anna Mahé.

LEUR JUSTICE

Les renards ont droit à toute la sollicitude des magistrats intègres. Bons renards, glorieux renards qui refusent de suivre les hordes révolutionnaires, qui continuent à travailler quand leurs camarades d'atelier se mettent en grève ; leurs patrons les aiment, les bourgeois les admirent ; ce sont de braves et honnêtes ouvriers, ceux-là, qui ne s'en laissent pas conter par les décrocheurs de lune, ils travaillent avec acharnement et se contentent de peu, le maigre salaire qu'on veut bien leur octroyer leur suffit.

Les autres, les rouges, qui ne se résignent pas à gagner juste de quoi ne pas mourir de faim, quand leurs employeurs amassent de colossales fortunes, qui réclament impérieusement leur droit à la vie, ceux-là ne valent pas cher, ce sont des bandits, des misérables, des paresseux et M. Joseph Prud'homme les voue aux pires châtiments.

La famille Prud'homme, c'est la troisième République, et Joseph, armé du fameux sabre à deux tranchants et du code napoléonien, pourchasse les fauteurs de troubles, les révoltés. Seuls, les petits ouvriers bien sages, bien dociles, un tantinet lèche-culs, ont sa sympathie.

Les autres, ah ! messieurs, les honnêtes gens ! il faut s'en débarrasser à tout prix, sinon c'en est fait de notre tranquillité. Nous ne pourrions plus digérer en paix, nous ne pourrions même plus goûter les magnifiques productions du génie humain : les belles tragédies antiques, les pièces classiques qui élèvent l'âme des petites oies blanches et rendent héroïques les collégiens, seront sabotées par le petit personnel des théâtres. Voyez-vous le grand Mounet-Sully écrasant des boules puantes sous ses pieds, ou l'obscurité tombant brutalement sur la salle de la Comédie-Française pendant un gala. Tout cela n'a rien d'impossible.

Mme Réjane, laquelle pourtant a beaucoup de sympathie pour la classe ouvrière, — elle l'a dit — fut bien lâchée par ses machinistes, au beau milieu d'une première. La pauvre chère dut jouer sans décors. C'est épouvantable !

Donc il faut agir, sinon la vie des gens respectables deviendra vite un enfer. Les garçons de chez Champeaux saupoudreront de magnésie les soles meunières, les musiciens des théâtres, subventionnés, s'en iront jouer à la manille

POUR GORION

Samedi dernier, les camarades réunis à Pontoise, ont décidé de former un comité pour l'organisation d'une série de meetings de protestation contre l'incarcération du camarade Gorion, accusé d'avoir tiré des coups de revolver, lors de l'incident de Margency, mais en réalité emprisonné pour ses idées anarchistes et sa propagande.

Quoique les fiches soient abolies, les juges du Tribunal correctionnel de Pontoise ont déclaré que notre camarade leur était signalé comme anarchiste dangereux et marqué à la Préfecture de Police sur la liste B (il y a donc plusieurs sortes d'anarchistes ?)

Laisserons-nous faire la justice bourgeoise sans protester ? Allons-nous laisser penser des anarchistes et des révolutionnaires qu'ils sont bons à périr seulement ?

Non, il nous appartient de montrer aux bourgeois qu'il y a encore parmi nous des hommes d'action et que, quelle que soit l'importance de l'individualité du camarade opprimé, nous sommes toujours prêts à le soutenir.

Nous devons également démontrer aux ouvriers que ceux que leurs exploiters appellent « anarchistes dangereux », ne le sont véritablement que pour la bourgeoisie et toutes les iniquités qu'elle engendre.

Nous aurons donc besoin de toutes les bonnes volontés, aussi faisons-nous un pressant appel à tous les camarades révolutionnaires anarchistes.

Pour le Comité d'initiative : A. DAUTHILLE.

Justice de classe

La lutte, qui devient plus dure entre patrons et ouvriers, précise les fonctions créées par la bourgeoisie pour sa défense.

Entre toutes, la Justice montre particulièrement ses attaches et sa destination. La Justice n'est plus aujourd'hui — pour tout le monde — que la défense organisée du Capitalisme.

Les faits suivants en sont la preuve. A mesure que la « chasse au renard » s'étend, la justice (!) se fait plus sévère. La protection accordée aux jaunes est manifeste, étalée au grand jour. Les dépositions intéressées des auxiliaires du patronat sont seules tenues pour bonnes. Les camarades sont à peine entendus. Et les condamnations pleuvent, nombreuses et féroces.

au lieu d'égrener du Debussy ; les croque-morts s'habilleront comme tout le monde et les balayeurs se mettront à porter des manchettes.

Un tel état de choses serait intolérable. Une République bourgeoise, qui se respecte, doit maintenir l'ordre à tout prix et châtier sévèrement les louches individus qui prétendent organiser révolutionnairement la classe ouvrière, afin que celle-ci puisse lutter contre ses exploités.

Aussi les présidents des tribunaux correctionnels rendent les jugements les plus fantaisistes. Il faut condamner à tout prix, il faut mettre à l'ombre, emmurer, les « meneurs », les arracher à leur coupable besogne, il faut mater ces ouvriers turbulents, il faut défendre la liberté du travail.

C'est au nom de cette liberté sacrée que l'on condamne Jour, coupable d'être secrétaire de syndicat.

« Il n'a rien fait, dit le président Cadailhac, condamnons-le tout de même, pour l'exemple. »

Ah ! les jugements de Cadailhac...

C'est au nom de la liberté du travail que le jardinier de M. Leroux, à Montmorency, tire des coups de fusil sur des grévistes, et en blesse plusieurs grièvement.

Vous croyez peut-être que l'on poursuit le jardinier ? Que nenni ! celui-ci reçoit des lettres de félicitations, et l'on emprisonne les blessés, le procureur général requiert contre eux une peine sévère.

C'est la manière forte. Les robins sont à la solde de la classe possédante ; il faut s'affendre à les voir commettre toutes les iniquités, toutes les forfaitures, ils ne reculeront devant aucune infamie, ils condamneront par ordre.

Il nous reste, à nous, à nous organiser vraiment, puissamment ; il faut que nous soyons assez forts pour ne plus laisser enfermer nos amis dans les prisons de la République.

Ah ! si nous nous sentions davantage les coudes, si nous voulions agir, tous les Cadailhac du Palais pourraient prononcer les plus terribles sentences, on s'en moquerait un peu.

Où mais voilà, il faut vouloir.

Eugène Péronnet.

Encore cette semaine, c'est Gorion et d'autres camarades durement traités.

Il serait indigne de nous de tolérer une chose pareille. Si nous ne réagissons pas violemment, jusqu'où ira la férocité des bourgeois et des magistrats ?

Il faut absolument que nous fassions cesser ces choses. L'avenir de nos idées en dépend.

Ch. R.

Légalité !

Depuis quelques temps, il se crée un mouvement d'idées vraiment singulier, à mon point de vue, du moins. Je l'ai de nouveau constaté au sujet de la condamnation de Jour qu'on se plaît à qualifier d'illégal et dont on s'étonne même qu'elle ait pu être prononcée.

— C'est peut-être un excès de naïveté ? A entendre les protestations, on croirait véritablement que tout est légal sous notre douce République.

Y a-t-il lieu d'être surpris de semblables verdicts et la Société capitaliste ne nous a-t-elle pas habitués depuis longtemps à un arbitraire qui se manifeste tous les jours, pour tous les motifs ? Est-ce au nom de la légalité que Shavarkar a été repris par les détectives anglais sur le sol français, en violation d'un droit d'asile cependant inscrit dans le Code International ?

Le Code de justice (!) militaire autoriserait-il les chaouchs de Djénan-ed-Dar à charger le malheureux Aernoul, déjà à demi assommé, de bonbonnes de sables et de le faire trotter sous un soleil de plomb jusqu'à ce que la mort le ravit à leur barbarie raffinée ?

— Est-il aussi inscrit quelque part que les soldats doivent absorber la pourriture que leur achète le général Dupommier ? Et l'emploi de l'armée pour rem-

placer les grévistes, d'abord, et les fu-
siller ensuite ?... Je pourrais continuer
jusqu'à demain. Toutes ces infamies font
subodorer la fin du régime qui les com-
met et le délit de complicité morale me
paraît couronner dignement l'œuvre que
Briand a rougi de son nom.

Cette Société qui n'hésite pas devant
des crimes, reculerait pour quelques mois
de prison, parce que le délit, s'il en est
un, n'a pas été prévu ?

L'Humanité nous dit : « C'est là le
crime, mais alors c'est le crime d'abs-
tention, non prévu par le code... »

C'est cela qui indignent tant ? Il suffi-
rait alors qu'une loi établît la complicité
morale et le crime d'aujourd'hui de-
viendrait la légalité de demain.

On s'est véhémentement élevé contre
la peine de mort. Pourtant, la peine de
mort est inscrite dans la loi. Cette sur-
vivance des époques barbares et dont l'i-
nefficacité est flagrante ne dépasse nulle-
ment le régime qui en use si souvent. Ou-
vrez un livret militaire : vous y verrez
que le geste de Duléry est puni de mort.
Légalité que tout cela. C'est encore sur
des articles du Code qu'on s'est appuyé
pour octroyer quatre ans à Hervé, ce
même Code au nom duquel on poursuit
Péronnet. Le knout républicain est à la
veille de redevenir légal.

Le malheureux affamé qui dérobie un
pain au boulanger voleur est arrêté et
puni légalement.

Vous pouvez les mettre en balance ;
actes légaux et illégaux, tous se valent.
Ne demandez pas à une société qui se
défend de s'arrêter à toutes ces subtili-
tés. Elle frappe quiconque ose lever la
tête. Les moyens qu'elle emploie sont
souvent arbitraires. Ils ne le seront pas
moins quand une poignée de vendus les
aura sanctionnés de son vote.

A un autre point de vue, notre cama-
rade Jour ne pouvait pas ne pas être con-
damné.

N'a-t-il pas dit au commissaire : « Je
déclare prendre la responsabilité de
ce qui s'est passé. »

N'était-ce pas alors autoriser le juge
à le frapper ? Jour savait bien, person-
nellement n'avoir commis aucun délit. Il
acceptait donc, par avance, de répondre
du délit de complicité morale et de payer
pour ses camarades. Ou bien, s'il escom-
pait l'acquiescement pour ce délit — non
prévu — ses paroles ne constituaient
qu'une forfanterie.

Je ne lui ferai pas l'injure de croire à
cette dernière hypothèse, mais j'imagine
assez bien la peine qu'a eue M^r Mauran-
ges, à faire condamner un principe que
son client avait implicitement reconnu.

Emile Czapek.

Comité de Défense Sociale

Devant les crimes journaliers, devant les
tortures abominables qu'endurent de malheu-
reux jeunes gens coupables de n'avoir pas
voulu se plier aux exigences et à la férocité
des gâlonnés, l'opinion publique s'est émue.

Par toute la France, dans les villes et les
villages, de nombreux meetings, des confé-
rences sont organisées.

Le Comité de Défense Sociale continue
l'agitation — d'accord avec les organisations
ouvrières et les Comités de province — pour
faire ramener en France le corps d'Aernout
et arracher à la justice militaire la libération
de Rousset.

Pour poursuivre avec efficacité notre pro-
pagande contre toutes les forces coalisées de
la République bourgeoise, pour que chaque
camarade puisse, autour de lui, faire des adre-
ptes à notre cause — celle de tous — le Co-
mité de D. Sociale vient de faire éditer une
fort belle image (genre Eplinal) illustrée par
notre camarade le dessinateur Poncet.

Nous pensons qu'il est du devoir de tous
de répandre cette image de propagande qui
rappelle l'assassinat du travailleur Aernout
et la courageuse conduite de son défenseur
Rousset.

Il faut que nous sauvions ce dernier !
Il faut que nous l'arrachions à ses bour-
reaux !

Pour le Comité :

E. TISSIER,

24, rue Paul-Albert, Paris.

Prix des affiches : 1.000... 15 francs

— 500... 8 —

— 250... 4 75

— 100... 2 francs

Le trésorier a reçu : Remis par la Guerre
Sociale, 267 fr. 35; Bourse du travail de Ta-
rare, 40 fr.; Provost, à Saint-Raphaël,
15 fr.; Comité de D. Sociale, 2 fr. 50; J.
Mercier, Jaumont, 5 fr. 40; Syndicat cuirs et
peaux d'Amiens, par Boulé, 10 fr.; Peniot, à
Bourges, 5 fr. Total : 354 fr. 25.

Adresser les fonds au trésorier Ardouin,
86, rue de Cléry, Paris.

PROPOS D'UN PAYSAN

LA VIE CHÈRE

Dans la haie vive qui, au sud de Jan-
ticot, sépare le pré de Madacon du
champ de Tareyre, le voisin Falourd
cueillait des prunelles. Une main dans
les buissons et un panier d'osier à l'autre,
il était si occupé qu'il ne m'avait pas
vu venir. Après les salutations d'usage,
nous voilà partis à causer de la damnée
sécheresse, (1) de la mauvaise récolte, de
la cherté du blé, de la viande et du vin.

— Le vin à cent francs la barrique,
s'exclama le copain. Une chose que nous
n'avions pas vue depuis un quart de siècle,
alors que nous étions en plein phy-
loxéra, ce qui du moins était une excuse,
tandis qu'aujourd'hui la hausse ne peut
s'expliquer que par les manigances cou-
pables des accapareurs.

Ainsi, tu as Machin du Mas qui, dans
toute la région, a le printemps dernier,
raffé le piccolo de la dernière récolte à 30
francs la pièce, 35 au plus, eh bien !
sais-tu à combien il le revend mainte-
nant ?

— A cent francs, pardine, et il n'est
pas le seul, mon vieux Falourd. J'ai fait
dernièrement une petite excursion dans
le Périgord, aux alentours d'Eymet ; il
y a là un bon dieu de curé qui a fait
tout pareil ; il a tout acheté là-bas dans
les trente ou trente-cinq francs la barri-
que et il revend sans vergogne 100 et 110.

— Sans doute pour te faire voir que
les prêtres chrétiens condamnent l'usure,
comme te le racontait ce sacré janséniste
de Jacques. Tu t'en es payé une indigestion
de métaphysique avec lui, de quoi
l'en faire pêter la sous-ventrière et tout
ce fourbi divin dont tu t'es regalé trois
mois durant t'a fait perdre de vue la
question du vin.

Et pourtant, elle existe, à preuve que
tu me vois là les mains déchirées et saig-
nantes à cueillir les prunelles délaissées
depuis belle lurette pour en faire une
peu ravigotante boisson. Impossible de
boire du vin au taux qu'il est.

Et si nous, paysans, sommes à la diète,
juge un peu de ce que vont pâtir les bons
bougres de la ville où pain, vin, viande,
fruits et légumes sont hors de prix. En
somme, la situation n'est profitable qu'à
une seule catégorie de gens, la moins
intéressante : les spéculateurs, les acca-
pareurs, les agitateurs.

— Tu dis vrai, Falourd ; les gens
dont tu parles s'enrichissent de la misère
générale. Ils s'enrichissent d'autant plus
que nous serons plus pauvres. D'un au-
tre côté, si la disette crée l'enrichissement
de certains êtres peu recommandables,
l'abondance crée la misère en engendrant
le chômage et la mévente. Nous tournons
dans ce cercle vicieux comme l'écurie
dans sa cage. Le remède, je vais te le
seriner une fois de plus, ce serait de
mettre à la diète gouvernants et richards,
de leur couper définitivement les vivres ;
en attendant...

— En attendant, je boirai de la pi-
quette de prunelles, de pommes ou de
raisins secs et je n'ai pas de blé pour
passer mon année.

— Et beaucoup, moi le premier, sont
logés à la même enseigne. Si encore nous
savions faire quelque chose, si on n'a-
vait pas perdu l'habitude de ruer dans
le brancard ?

Autrefois, on était moins poules
mouillées et il y avait de la rebiffe. En
47, le blé était cher, le travail rare. Les
riches tenaient le peuple par la famine.
Les journaliers, en plein hiver dans les
grands domaines ou dans les travaux
communaux, n'étaient pas payés au-delà
de 75 centimes ou 1 franc, et devaient
se nourrir ; la miche de dix livres valait
4 francs. Le vin seul était bon marché,
mais le pain passe avant tout.

Nombre de propriétaires refusaient de
livrer du grain, même quand on le leur
demandait avec de l'argent au bout des
doigts. Un pauvre bougre, qui était mon
grand-père et qui avait tout juste la
somme nécessaire pour acheter un demi-
hectolitre, obtint d'un usurier rapace
cette réponse : « Pour une si petite
quantité, je ne prendrais pas la peine de
monter au grenier. » Quelque temps
après, l'émeute grondait et, bon gré mal

gré, le voutour dut livrer tout son blé,
contre argent comptant, du reste.

Un mardi, jour de marché à Castelja-
loux, ce fut mieux. Pas de blé sous la
halle aux grains, les paysans mornes et
affamés allaient retourner chez eux avec
leurs sacs vides. On sut bientôt que, dès
le début du marché, la Boudarde, une
vieille avaricieuse, dont le nom, grâce à
cette circonstance, est dans notre coin de
pays passé à la postérité, avait tout raffé.
On sut aussi que le blé n'était pas encore
déchargé, il était là sur deux charrettes,
attendant d'être transféré au grenier.
Les paysans, à la queue leu leu, prièrent
et supplèrent l'accapareuse de leur re-
vendre ce blé, rien n'y fit, la vieille
gueuse ne se laissa pas fléchir.

A la longue, les paysans sentirent la
moutarde leur monter au nez et perdirent
patience. Justement, une charrette char-
gée de fagots de bois taillés, coupés à
un mètre 50 de longueur, que nous ap-
pellons *fessonnats*, se trouvait sur la pla-
ce. En un clin d'œil, les liens furent
rompus et une barre servit d'arme aux
paysans qui donnèrent l'assaut aux char-
rettes de blé.

Ça ne dura pas, les deux charrettes
furent dare dare déchargées de leur con-
tenu et chacun eut du blé. C'est ainsi
que les bons bougres de cette époque
déjà lointaine se faisaient respecter. La
tradition des Jacques de 1793 n'était
pas encore oubliée. Le soulèvement gé-
néral des paysans du midi le prouva, quatre
ans plus tard.

Aujourd'hui l'on vote, ce qui, pensent
les nigauds, dispense de montrer les
dents, le pauvre populo se contente de
promesses mirobolantes et danse devant
le buffet vide.

— Nous avons bien eu le remue-mé-
nage — trop vite apaisé, hélas, — des
gars du Midi, il y a quelques années, à
propos de la mévente, interrompit Fa-
lourd. La montagne, une fois de plus,
accoucha d'une souris.

— Et les prolos de la glèbe, gobeurs
en diable, firent le jeu des grands ter-
riens qui, actuellement, se foutent d'eux
dans les grands prix. Vois comme ils
ont envoyé dinguer le maire socialo d'un
patelin du Roussillon, Corneilla de la
Rivière, qui leur faisait la proposition si
juste de faire bénéficier un tantinet les
vendangeurs de la hausse des vins.

Tant que nous ne serons que des pau-
vres et bonnes bêtes votardes, mon cher
Falourd, nous resterons longtemps à
croquer le marmot.

Heureusement que nos voisins de l'Est
apprennent à faire du grabuge ; quand
nous serons las des boniments électoraux,
peut-être, nous déciderons-nous à imiter
les émeutiers allemands.

Le père Barbassou.

A propos du procès du 11

Un dernier mot

Nous n'avons pas eu nécessairement de ré-
pondre à l'exploit de M. Paraf-Javal. Le procédé
d'envoi, le ton de réquisitoire, la mau-
vaise foi, haineuse de ce morceau l'ont fait juger
par tous les camarades. D'autre part, nous
ne voulons pas suivre Paraf sur le terrain
où il se place. Ce n'est pas ici le lieu de dis-
custer le degré de culpabilité des gens. Paraf
s'est adressé aux juges pour cela.

Mais, à la veille du procès, nous tenons
à renouveler quelques précisions. Nous ne
laisserons pas rejeter sur d'autres la res-
ponsabilité des mouchardages de la bande
Paraf, Duflou et Cie.

Ce sont les « camarades scientifiques »
qui sont allés chercher la police : cela est
formellement reconnu par Paraf lui-même.
Ce sont eux, et eux seuls, qui, depuis le dé-
but de l'instruction, ont servi de témoins à
charge contre les accusés, accumulant les
dénonciations, remettant au juge de volumi-
neux rapports où les faits anciens et étran-
gers à l'affaire étaient exploités, se plaig-
nant qu'on n'inculpe pas des camarades
contre lesquels la meilleure volonté de la
police n'a rien pu prouver. Quant à la plai-
te en violation de domicile qu'ont déposée
des amis des « Causeries », ce n'est qu'en
présence des dénonciations de la bande, et
seulement pour favoriser la défense des ac-
cusés, qu'elle a été remise.

Quelle que soit l'issue du procès, que La-
heurte et ses amis soient acquittés (ce qui
serait assuré s'il s'agissait de bourgeois
propriétaires et non d'anarchistes), ou que
Paraf, Duflou et consorts obtiennent, comme
prix de leurs vaillants efforts, la condamna-
tion des cinq prévenus, un fait demeurera :

des individus, se réclamant des doctrines
anarchistes, se seront faits, dans un but de
vengeance et d'intérêt, les serviteurs de la
police. Il faut que l'on sache qu'ils sont dé-
savoués par tous les anarchistes et qu'ils
ne pourraient citer un camarade qui excuse
leur infamie. Il faut que, contre les mou-
chards se dresse la coalition du dégoût.

Le Groupe de Défense.

Les deux cents camarades qui assistaient
à la réunion du 13 auront été surpris d'ap-
prendre par Paraf-Javal, que cette réunion
n'a pas eu lieu. Pour ceux qui ne s'y trou-
vaient pas, un résultat tangible est la col-
lecte qui y fut faite pour subvenir aux
frais du procès, laquelle a produit 43 francs.

AUX CAMARADES

A la veille du procès engagé contre Laheurte
et ses camarades à la suite des dénonciations
de Paraf-Javal, Duflou et consorts, nous croyons
utile d'organiser une seconde réunion, qui aura
lieu :

SAMEDI, 8 OCTOBRE, à 8 h. 3, salle du Res-
taurant Coopératif, 49, rue de Bretagne où par-
leront :

Pierre Martin, A. Mournaud, E. Péronnet,
René Dolié, Léon Israël, G. Durupt.
Nous faisons appel à tous ceux pensant qu'il
est impossible de tolérer que des individus se
présentant en anarchistes se mettent à faire une
besogne de mouchards.

Pour l'Argentine

YINGT HOMMES AU BAGNE !

Nous avons vu, sur les murs de Paris,
l'affiche que le Comité Pro Argentine a
fait apposer, relatant les crimes du gou-
vernement argentin envers nos cama-
rades.

L'affiche est parfaite.
Elle est très lue, trop lue sans doute
au gré de nos policiers, car la géné-
reuse protestation fut aussitôt recou-
verte ou lacérée.

Qu'importe ! Le premier cri de colère
et de dégoût est jeté.

Il faut que les protestations suivent
sans interruption.

Les collaborateurs du Libertaire joi-
ndront leurs efforts à ceux du Comité
Pro Argentine.

Que tous se dépensent sans compter !
Il y a vingt-trois hommes à arracher
au bagne !

A quand le premier grand meeting
public ?

Pour une langue internationale

Supprimer les frontières, voilà le rêve de
la classe laborieuse organisée, et, dans cha-
cun de ses congrès, elle a formulé son désir
de paix à tout prix en des ordres du jour
plus ou moins virulents, préconisant des
moyens divers que je ne m'arrêterai pas à
discuter ici. Rêves généreux et grandioses de
paix universelle, d'indestructible harmonie,
qui méritent mieux que le vote d'ordres du
jour, que des discours qui feront palpiter
quelques instants des auditoires enthousias-
més, oubliant que, demain, la grande presse,
prostitué aux puissants, en dénaturera le
sens, la forme et le fond et ne laissera pas-
ser pour l'opinion publique internationale
qu'une caricature du but entrevu...

Les travailleurs d'une nation quelconque
se trouvent en face des travailleurs interna-
tionaux, à cause de la différence des idiomes
parlés par les uns et les autres, comme des
sourds-muets suspectant leurs intentions réci-
proques.

Ah ! s'ils pouvaient se dire de l'un à l'autre
les sentiments qui les animent, quel pas
serait fait dans la voie de leur émancipation.

Mais ils le pourraient s'ils le voulaient ;
car — qui l'ignore ? — il existe maintenant
un idiome neutre dans lequel il est facile de
s'expliquer clairement, exactement. Pour
parler cette langue, quelques mois d'études
seulement sont nécessaires, à raison de quel-
ques heures par semaine.

L'essai en a été fait par une Bourse du
Travail, celle de Cherbourg. Un instituteur
a fondé, dans cette Bourse, un groupe pour
l'étude de cette langue (Lingua internaciona-
lido, ou Esperanto simplifié). Et chaque
élève au bout de 3 mois écrit à des cama-
rades de l'étranger. Les réponses arrivèrent
nombreuses, chacun comprit son correspon-
dant, et ce dernier consulté sur cette ques-
tion précise : « Que pensez-vous de la guer-
re ? du militarisme ? », répondit qu'il fût
Allemand, Suédois, Russe ou Américain, et
avec seulement des variantes d'expression :
Plus de guerres ! Plus d'armées ! Jetons les
armes aux vieux fers !

Combien moins stériles seraient les efforts
des propagandistes, si chaque Bourse du Tra-
vail, suivant cet exemple, organisait des
cours de langue internationale, si chaque tra-
vailleur initié, entretenait des relations avec
des camarades de l'étranger, devenait à son
tour un propagateur de cette idée.

Par la publication des décisions de con-
grès, des conférences de militants dans des
journaux rédigés en cette langue compréhen-
sible dans tous les pays, on empêcherait d'en
fausser ou dénaturer la pensée inspiratrice ;
la propagande de chacun verrait son rayon
s'agrandir jusqu'aux limites du monde.

Je pense également que les conférences ou
congrès internationaux donneront de bien
meilleurs résultats, lorsque chaque congres-

siste pourra se faire comprendre des délé-
gués étrangers sans le secours d'un inter-
prète plus ou moins fidèle.

Il n'y a qu'un léger travail à faire pour
cela, et ce serait à désespérer de notre idéal
si chacun de nous n'estimait pas que sa réa-
lisation est digne de tous nos efforts.

Léon LAURENS,

Secrétaire de la Bourse du Tra-
vail de Cherbourg.

Anarchistes et internationalistes de toutes
écoles, qui avons négligé cette question élé-
mentaire, il est temps de nous en occuper.

Un camarade, au Libertaire, est à la dispo-
sition de tous ceux qui lui demanderont :
renseignements, documents, etc. Joindre un
timbre pour la réponse.

Eduquons la Femme

Besogne difficile, dira-t-on. Certes, sa
conformation, sa nature, les maladies plus
particulières à son sexe, toutes choses qui in-
fluencent sur son tempérament en font un être
plus nerveux, plus impressionnable que
l'homme ; des maternités non consenties
s'ajoutent à cela pour faire de la femme un
être plus difficile que le sexe dit fort à attein-
dre par la propagande. Et puis il faut tenir
compte de l'atavisme, des siècles d'ignorance
qui l'écrasent, de la religion qui encore
de nos jours la tient sous son joug, des pré-
jugés qui l'oppriment et en font une bête à
travail et à plaisir... pour l'homme.

Pendant des siècles l'Eglise a tenu la fem-
me pour un être vil et méprisable, comme
étant l'auteur du péché, de la perte de l'hom-
me ; longtemps elle lui refusa une âme, et il
ne fallut rien moins qu'un concile pour tran-
cher ce grave problème psychologique.

Débarassé de l'idée de Dieu, l'homme
considère toujours la femme comme l'infé-
rieure, la serve, l'esclave ; rarement il lui
propose de l'accompagner dans les réunions
où il va, de lire les journaux qui l'aideraient
à s'émanciper ; pour avoir la tranquillité
chez lui il fera comme M. Lepic de Poil de
Carotte ; il laissera sa femme aller à la mes-
se, raconter ce qui se passe dans son ména-
ge, au premier ensoutané venu ; bizarre con-
tradiction : il ira à l'occasion manger du
curé pendant que sa moitié mangera du ré-
volutionnaire en compagnie du curé.

La femme n'a pas sa place au groupe ;
dans bien des syndicats on l'éloigne des
fonctions qu'elle remplirait avec autant de
capacité que ceux qui les détiennent, la lec-
ture de journaux sociologiques ne l'intéresse
pas ; les feuilletons du Petit Journal ou au-
tres idioties forment tout son bagage littérai-
re et scientifique ; les quelques femmes qui
fréquentent nos groupes sont une exception.

Si une camarade prend la parole dans une
réunion, elle est regardée par la majorité
des auditeurs comme un phénomène. Et nos
bons bourgeois se gaussent : Que vient faire
cette détraquée ? L'antimilitarisme, c'est
l'affaire des hommes. Et pourtant, s'il est un
être qui plus que tout autre a le droit d'éle-
ver la voix sur ce chapitre c'est bien la fem-
me à qui l'armée a volé son enfant pour le
faire souffrir ou le tuer sous les coups des
chouchous. Plus que le père, la mère souffre
d'être séparée de son petit ; ne l'a-t-elle pas
soigné, dorloté depuis sa naissance. Elle a
guetté son premier sourire, guidé ses pre-
miers pas et tout cela pour en faire un sol-
dat prêt, au premier signal, à devenir le
meurtrier de son père et de ses frères en
guerre, pour la plus grande gloire de la so-
ciété bourgeoise.

Mais l'homme se croit tellement supérieur
à la femme qu'il ne peut concevoir que celle-
ci puisse, comme lui, crier sa haine et son
dégoût à la face de la société qui fait d'elle
une machine à repeupler.

Si, au lieu de laisser leurs compagnes chez
elles, les hommes les avaient emmenées avec
eux dans les réunions, leur avaient fait
comprendre pourquoi l'autorité est mau-
vaise, pourquoi l'armée, la magistrature, la re-
ligion, tout ce qui nous opprime doit dispa-
raître, nous ne verrions pas, à tous mo-
ments, le décourageant tableau de la femme
retenant l'homme à la maison, l'empêchant
d'aller au syndicat, au groupe, de militer en
un mot ; elles seraient venues au contraire
nous aider à frapper la société bourgeoise et
celle-ci serait peut-être morte aujourd'hui.
Le jour où les ouvriers comprendront que
l'égalité des sexes doit être pratiquée autem-
ment qu'en phrases ronflantes, la tâche des
militants sera allégée et nous verrons alors
les mères se lever et dire : « Nous ne vou-
lons plus que nos petits gars aillent mourir à
Biribi, nous ne voulons plus de casernes,
plus d'armée où l'on abrutit nos enfants, où
on les tue quand ils refusent de devenir des
assassins, où on les dégrade moralement. »

Que nos compagnes nous aident donc dans
l'œuvre de salubrité que les anarchistes ont
entreprise ; ne les laissons plus à la maison,
leur place est à nos côtés, usons d'autorité
morale, s'il le faut, pour combattre leur apa-
thie, imitons les curés, amenons la femme à
nous ; par ce moyen nous aurons les enfants
et les hommes, nous ferons un travail utile
en éclairant leurs cerveaux, en détruisant
l'obscurantisme, œuvre des gouvernants, des
oppresseurs.

Libérons-les des préjugés religieux et au-
toritaires que notre société libre penseuse a
conservés avec un soin pieux. Aujourd'hui
la morale bourgeoise donne raison au gar-
çon qui engrosse une fille, un tel acte est tout
à son honneur ; la fille trompée qui a eu

confiance dans celui à qui elle s'est donnée est vouée au mépris ; si elle veut se débarrasser du fruit de sa « faute » la société lui montrera que tous les torts sont de son côté. Seul, l'homme a le droit d'avoir des sens.

Maldiction à la malheureuse vendeuse d'amour atteinte d'une maladie vénérienne qui contaminera un homme, mais si c'est celui-ci qui avarié une fille, est-ce que ça compte ?

Et ce n'est pas seulement dans les milieux bourgeois ou avachis que le sentiment de la supériorité de l'homme se manifeste ; j'ai été témoin bien des fois de la scène suivante : un camarade allait à une causerie, à un meeting, au théâtre, au concert, visiter un musée et chaque fois que je lui disais : « Ta femme ne t'accompagne donc pas ? » j'entendais l'inévitable réponse : « Elle ne comprendrait rien ». Singulier moyen de faire l'éducation de sa compagne et d'élever sa mentalité.

En faisant l'éducation des femmes nous ferons utile besogne. Nous leur dirons qu'elles ne doivent plus être sans énergie, sans vouloir, qu'elles ont droit au bonheur, qu'elles peuvent disposer de leur corps quand elles le veulent et non selon les désirs lubriques du mâle ; que la procréation n'est pas une obligation pour elles. Et quand les mères auront compris, les enfants recevront dans la famille « rénovée » une éducation plus saine, où la haine du mensonge et de l'autorité leur sera inculquée. Alors nous pourrons entrevoir une société harmonique.

Emile Guichard.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

De la librairie P.-V. Stock :

Abregé du « Capital » de Karl Marx, par Carlo Cafiero, traduit de l'italien par James Guillaume. Un volume : 1 fr. 50.

De la même librairie :

Les Quatre Evangiles (première partie), tome XXI des oeuvres complètes de Léon Tolstoï, traduit du russe par J.-W. Biens-tock. Un volume : 2 fr. 50.

Le syndicalisme dans les chemins de fer, par A. Renaud, révisé des Chemins de fer de l'Etat. Une brochure : 0 fr. 10. En vente à la Maison des Syndicats, 67, rue Pouchet, Paris.

L'Esprit de Révolte, par Pierre Kropotkine. Une brochure des éditions de nos amis des Temps Nouveaux. Prix : 0 fr. 10. La Vie Ouvrière, n° 24 du 20 septembre. — Au sommaire : Au secours de l'Argentine ! (E. Gilman) ; Militaires et financiers (P. M.) ; L'Exploitation des Enfants dans les Verreries (C. Delzan) ; Le lock-out des céramistes de Mehun-sur-Yèvre (L. Martin) ; La Quinzaine Sociale.

Administration : 42, rue Dauphine.

Syndicat des irréguliers du travail

Voyant que dans le mouvement syndical et ouvrier les idées anarchistes perdent de plus en plus du terrain, quelques camarades ont pris l'initiative de constituer le Syndicat des Irréguliers du Travail, qui se composerait surtout de compagnons anarchistes, même de ceux qui agiraient déjà dans leur syndicat respectif.

Groupés ainsi, les anarchistes pourraient influencer le mouvement ouvrier d'une façon décisive en faisant une action méthodique, continue et d'ensemble. Ils pourraient de même mettre plus facilement en garde les travailleurs niais qui servent trop souvent de jouets inconscients, soit aux politiques unifiés, soit aux entreprises des F.M., lesquels vont souvent chercher leur mot d'ordre au ministère de l'Intérieur, en passant par le canal des unifiés.

Les camarades anarchistes sont donc convoqués à la réunion générale qui aura lieu

SAMEDI 8 OCTOBRE

Bar Châtel

Boulevard Magenta, en face la Bourse du Travail, à neuf heures du soir.

L'Agitation

EN SEINE-ET-OISE

Entente communiste

Le dimanche 25 septembre dernier, dans la salle du Libertaire se trouvaient réunis une quinzaine de camarades de différents endroits des départements. La question à l'ordre du jour était l'entente communiste.

Après discussion, les camarades présents ont reconnu qu'une entente entre eux ne pouvait que favoriser la propagande révolutionnaire communiste.

Rejetant tout règlement et toute fonction qui pourraient nuire à l'initiative individuelle et à l'action des groupes, il fut convenu que l'entente consisterait à entretenir des relations entre les camarades et les groupes, afin de faciliter le plus possible une action d'ensemble, quand elle est nécessaire ; elle nous permettra également de nous compter et de nous connaître.

Nous faisons donc un vibrant appel à tous les camarades qui se trouvent disséminés dans le département et la région, en leur demandant de nous renseigner sur la mentalité des endroits qu'ils habitent. Qu'ils nous aident à former le plus possible de groupes d'éducation.

Nous avertissons les camarades isolés que les groupes déjà formés se tiennent à leur disposition pour les aider dans leur propagande.

Les camarades réunis au Libertaire ont en outre décidé de se réunir au moins une fois par mois à Paris, afin d'étudier ensemble l'action à faire en commun.

Pour se mettre en relation avec les camarades qui ont reconnu la nécessité d'une entente, écrire au camarade Dauthuille, 31, place du Grand-Martyr, à Pontoise (Seine-et-Oise).

SAINT-DENIS

Dans son numéro de mardi dernier, le *Matin* racontait qu'un ouvrier plombier, François Wagner, avait été arrêté par cinq agents au moment où, rue de la République, à Saint-Denis, il criait : « Vive Liabaut ! Nous les crèverons tous ! »

Ceci n'est qu'un mensonge odieux, destiné à continuer le bluff de la feuille du boulevard Poissonnière. La vérité est plus simple. François Wagner avait fait la saint Lundi, quand il rencontra cinq agents qui venaient de coffrer quelques galopins, pris à jouer à la « passe anglaise », et les menaient au poste en les passant à tabac. Le plombier protesta en des termes qui déplurent aux flics, qui lui tombèrent dessus avec ensemble. Wagner se défendit : trois flics écopèrent.

Voilà tout. Faut tout de même que les plumitifs de la maison Zigomar soient dénués de conscience pour se livrer à pareille besogne. Mais il paraît que c'est du journalisme moderne. Pouah !

UN ESTAMPEUR

On nous demande de mettre en garde les camarades français et italiens contre un certain Michel Labosa, qui, pour soutenir de l'argent, se recommanderait de Malatesta, Kropotkine, Neuenhous, Malato, etc., dont il montre des lettres qui n'ont jamais été écrites par ces camarades.

Le dernier exploit de cet individu a consisté à emporter des objets de valeur de chez un bon camarade qui l'avait hébergé pendant un mois. Avis à qui le rencontre.

Communications

SALLE DES SOCIÉTÉS SAVANTES

Ligue ouvrière de protection de l'enfance. Le 15 octobre 1910 à 8 h. 30 soir, grand meeting.

Contre l'Exploitation de l'Enfance

Sous la présidence d'honneur de G. Hervé. Sous la présidence effective de C.-A. Laisant. Vice-président de la Ligue internationale d'éducation rationnelle de l'enfance avec les concours assurés de Sébastien Faure : L'École religieuse et l'école laïque, Miguel Almeraya, de la Guerre Sociale, les Bagnes d'Enfants, les maisons de correction ; A. Picard, des syndicats des dessinateurs et commis du bâtiment, de l'Apprentissage ; Thuillier, secrétaire de l'Union des Syndicats de la Seine, Vers la Caserne et Biribi ; Léon Clément (de la Ligue) ; l'Action nécessaire. Entrée 0,50.

Groupe du XIII^e. — Dans la réunion du mer-

credi 28 septembre. Il a été décidé ce qui suit : création de cours, 1^o de comptabilité, 2^o de langue universelle et 3^o d'hygiène familiale.

La plupart des travailleurs ignorant les premiers éléments de comptabilité, il leur est impossible de comprendre les démonstrations données par les ouvrages traitant d'économie politique. Quand il s'agit des problèmes intéressant les préoccupations, la circulation, l'échange et la consommation, leur manque de connaissances fait qu'ils n'éprouvent aucun intérêt à scruter ces facteurs de la vie sociale.

Il est nécessaire aussi de faire comprendre à la jeunesse anarchiste révolutionnaire l'utilité d'une langue universelle et de la leur enseigner. L'hygiène, les prescriptions les plus élémentaires pour conserver la santé de la famille et lutter contre la maladie qui sévit plus souvent chez les ignorants que chez les travailleurs éduqués, n'est-il pas nécessaire, indispensable même de l'enseigner ? Combien de mères ignorent les premiers soins à donner à leurs enfants en cas d'accidents. Que de fois un bébé, un adolescent ou un adulte aurait-il été sauvé si les parents avaient su ce qu'il y avait immédiatement à faire.

Le groupe du XIII^e se propose d'accomplir cette tâche. Les cours auront lieu alternativement le mercredi de chaque semaine, à 8 h. 1/2 du soir, à son lieu de réunion, salle Kupfer, 14, rue de la Pointe-du-Itvy, XIII^e.

Groupe révolutionnaire des originaires de l'Anjou. Dimanche 3 octobre, salle Fabien, 70, rue des Archives (3^e), grande fête familiale à 2 heures de l'après-midi. Conférence par Xavier Douvau sur : l'Education.

Concert avec les concours des camarades chansonniers révolutionnaires, Charles d'Avray, Clovis, Esther Israël, Frank-Cœur, Lucienne Désir.

Charles d'Avray chantera « Gloire à Roussel ». Entrée gratuite. Métro-Temple, Tramways et omnibus : Place de la République.

Cercle d'études et de propagande de l'Eglantine Parisienne, 61, rue Blomet, samedi à 9 heures du soir, causerie par le camarade Vallon : L'histoire de la Commune de 1871.

Foyer populaire de Belleville, 5, rue Henri-Chevreau, samedi 8 octobre, soirée en camaraderie dans la salle du Foyer populaire. Entrée 0,30 cent. au bénéfice du Foyer Populaire.

Les camarades anarchistes du Foyer Populaire sont unanimes à désavouer les agissements du répugnant personnage qu'est Paraf-Javal ainsi que de sa bande.

Libre Recherche. — Cercle d'études sociologiques du quartier latin, vendredi 7 octobre à 9 heures du soir, 35, rue des Ternes (café Du-long), conférence par le camarade Reichmann, sur la philosophie de Spinoza.

Les copains qui s'intéressent à la vie du groupe sont priés de s'y trouver à 8 h. 1/2.

Association internationale Libérta Stelo. — Vendredi 7 courant ouverture d'un cours d'Espéranto à 8 h. 3/4 au restaurant Coopératif, 49, rue de Bretagne.

Un cours gratuit d'Espéranto par correspondance pour les camarades habitant les villes où il n'y a pas de cours fonctionnant toute l'année. Pour renseignements (joindre un timbre pour la réponse). Ecrire au siège, 49, rue de Bretagne.

PANTIN-AUBERVILLIERS

Groupe d'action et de propagande révolutionnaire. — Le samedi 8 octobre à 8 h. 1/2 soir, salle Didier, 38, rue Charles Nodier au Pré-St-Gervais. Causerie sur l'organisation.

Discussion d'un projet de fédération locale. Tous les camarades de Bondy-Lilas, Bagnolet,

Aubervilliers, Bobigny et environs sont priés d'assister à la réunion.

PONTOISE

Groupe d'Etudes sociales. — Réunion du Groupe le 8 octobre à 8 heures 1/2 au siège social, 14, rue Delacour (place du Grand Martyr). Protestation en faveur de Gorion.

MARSEILLE

Groupe d'Education libre. — Samedi soir à 9 heures, réunion au bar Cavour, rue de la Pyramide. Sujet : L'individu et son éducation, par le camarade Norgé.

VIENNE

Causeries populaires. — Les Causeries ayant fermé momentanément leurs portes, les copains sont priés de ne plus rien adresser au n° 11 de la rue du Quatre-Septembre. Dans le cas où ils ne connaîtraient aucun copain à Vienne, qu'ils s'adressent au Libertaire que nous chargerons de nous faire parvenir leurs communications.

AVIS

Les camarades qui nous envoient de la copie ou des communications à l'ancien tarif des Papiers d'Affaires sont prévenus qu'ils s'exposent à une amende. D'après le nouveau règlement postal, ces envois doivent être faits comme la correspondance ordinaire, sous pli fermé, à raison de 10 centimes par 20 grammes et de 15 cent. par 50 grammes.

SOUSCRIPTIONS

POUR LES ARGENTINS

Lacombe, 1 fr. — Balal, 1 fr. — Mme Dupouy, 0 fr. 50. — Pienillon, 0 fr. 50. — Eychenne, 1 fr. — Mireu A., 1 fr. — Mireu L., 1 fr. — Meyer, 3 fr. 40.

POUR LE LIBERTAIRE

Foyer populaire de Belleville, 4 fr. — Zophia, 1 fr. 50. — Bulaud, 1 fr. 50. — Demeure, 1 fr. 20. — L., 1 fr. 85.

POUR L'AVENIR SOCIAL

Marte, 0 fr. 40. — Tessier, 0 fr. 25. — Crapeck, 1 fr. — Girard L., 1 fr. — L. Forichon, 0 fr. 70.

CONTRE BIRIBI

Meyer, 3 fr. 40.

CONTRE BIRIBI

L. Forichon, 0 fr. 50. — Meyer, 3 fr. 40.

Petite Correspondance

Un de nos bons camarades, Julien Lhouen, demande place de libraire, homme de peine ou autre. Possède de bonnes références. Lui écrire, 11, rue de Tanger, Paris (19^e).

TERRA Y LIBERTAD (J. Gascon). — Prière d'expédier la correspondance de l'« Almanach Anarchiste » ainsi que les 64 fr. et les autres sommes venues de Buenos-Aires à l'adresse du Libertaire. N. Rogdajeff.

ESTIVALS. — Cette lettre était la vôtre, que nous avons remise à votre destinataire. Vous faites confusion.

COGNET. — Reçu les 2 fr. 25.

BERGOGNE. — Voir au Réveil, 6, rue des Savoises, à Genève.

EN VENTE AU « LIBERTAIRE »

Toute commande de librairie doit être accompagnée de son montant en timbres, mandats, bons de poste ou toute autre valeur.

Adresser lettres et mandats à l'Administrateur du Libertaire, 15, rue d'Orsel.

La deuxième colonne indique le prix par la poste.

BROCHURES

ANARCHISME

Les Martyrs de Chicago	0 05	0 40
Aux jeunes gens (Kropotkine)	0 10	0 45
La morale anarchiste (Kropotkine)	0 10	0 45
Communisme et anarchie (Kropotkine)	0 10	0 45
L'Etat et son rôle historique (Kropotkine)	0 25	0 30
Entre paysans (Malatesta)	0 10	0 45
Aux anarchistes qui s'ignorent (Ch. Albert)	0 10	0 45
A B C du libertaire (Lerman)	0 10	0 45
L'Anarchie (Malatesta)	0 15	0 20
L'Anarchie (A. Girard)	0 05	0 40
Evolution et Révolution (E. Reclus)	0 10	0 45
Arguments anarchistes (Beaure)	0 20	0 25
La question sociale (S. Faure)	0 10	0 45
Les Anarchistes et l'affaire Dreyfus (S. Faure)	0 15	0 20
Organisation, initiative, cohésion (Jean Grave)	0 10	0 45
Le Patriotisme, par un bourgeois, suivi des Déclarations d'Emile Henry	0 15	0 20
Le Congrès anarchiste d'Amsterdam	1 25	2 35
Rapports au congrès antiparlementaire	0 50	0 60
Les déclarations d'Etienne	0 10	0 45

ANTIMILITARISME

Le manuel du soldat	0 10	0 45
La chair à canon (Manuel Devaldes)	0 15	0 20
Aux conscrits	0 05	0 40
Lettres de piouspous	0 10	0 45
Le Militarisme (Fischer)	0 10	0 45
L'Antipatriotisme (Hervé)	0 20	0 25
Colonisation (Jean Grave)	0 10	0 45
Contre le brigandage marocain	0 25	0 30
La Révolte du 17 ^e	0 10	0 45

SOCIOLOGIE (SYNDICALISME, ANTIPARLEMENTARISME, etc.)

Pages d'histoire socialiste (Tcherkessoff)	0 25	0 30
La loi des salaires (J. Guesde)	0 10	0 45
Le droit à la paresse (Lafargue)	0 10	0 45
Boycottage et sabotage	0 10	0 45
Le Machinisme (Jean Grave)	0 10	0 45
Grève et Sabotage (Fortune Henry)	0 10	0 45
L'A B C syndicaliste (Georges Vélod)	0 10	0 45
La responsabilité et la solidarité dans la lutte ouvrière (Nettlaou)	0 10	0 45
Mystification patriotique et solidarité prolétarienne (Slackenberg)	0 10	0 45
Les Maisons qui tuent (M. Pelli)	0 10	0 45
Le Salariat (Kropotkine)	0 10	0 45
Le syndicalisme dans l'évolution sociale (Jean Grave)	0 10	0 45
Grève générale réformiste, grève générale révolutionnaire (G. G. T.)	0 10	0 45
Le Syndicat (Pouget)	0 10	0 45
Les lois scélérates	0 25	0 30
La grève générale (Aristide Briand)	0 05	0 45
Syndicalisme et révolution (D. Pierrot)	0 10	0 45
Le parti du travail (Pouget)	0 10	0 45
Le remède socialiste (Hervé)	0 10	0 45
Le désordre social (Hervé)	0 10	0 45
Vers la Révolution (Hervé)	0 10	0 45
Politique et socialisme (Ch. Albert)	0 10	0 45
Les travailleurs des villes aux travailleurs des champs (Ch. Malato)	0 10	0 45
L'illusion parlementaire (Laisant)	0 10	0 45

Si j'avais à parler aux électeurs (Jean Grave)	0 10	0 15
La grève des électeurs (Mirbeau)	0 10	0 15
L'école antichambre de caserne et de sacristie (Janvion)	0 10	0 45
Les crimes de Dieu (Séb. Faure)	0 15	0 20
La femme dans les U. P. (E. Girault)	0 15	0 20
La doctrine des Egaux (Extrait des œuvres de Babeuf)	0 50	0 60
Le Syndicalisme révolutionnaire (V. Griffuelhes)	0 10	0 45
L'action directe (Pouget)	0 10	0 45
Les bases du syndicalisme (Pouget)	0 10	0 45
Les métiers qui tuent (L. M. Bonneff)	0 10	0 75
Les Terrassiers (L. et M. Bonneff)	0 15	0 20
Les Employés de magasin (L. et M. Bonneff)	0 15	0 20
Les Boulangers (L. et M. Bonneff)	0 15	0 20

ANTICLERICALISME ET DIVERS

Réponse aux paroles d'une croyante (Sébastien Faure)	0 05	0 20
Nos Seigneurs les Evêques (Harriot)	0 15	0 40
Fin de la congrégation, commencement de la Révolution (Gohier)	0 20	0 25
La peste religieuse (Jean Most)	0 10	0 45
Entretiens d'un philosophe avec la Maréchal (Diderot)	0 10	0 45
Dieu n'existe pas (D. Elmassian)	0 05	0 40
Le Néant (incombustibilité de l'âme) (Lipfay)	0 50	0 55
La panacée-révolution (Jean Grave)	0 10	0 45
Justice (Fischer)	0 15	0 20
Les Incendiaires, Poème (E. Vermesch)	0 10	0 45
Le procès des quatre (Almeryda)	0 20	0 25
L'Education de demain (Laisant)	0 15	0 45
L'amour libre (Mad. Verne)	0 10	0 45
L'immoralité du mariage (Chaughy)	0 10	0 45
Pages choisies d'Aristide	0 10	0 45
Opinions subversives (Clemenceau)	0 15	0 20
L'Internationale, documents (James Guillaume), 15 volumes	5	5 40
Les Hommes de révolution (Michel Zévaco, Jean Jaurès, Ernest Vaughan, J.-B. Clément, Sébastien Faure, Guesde, Allemane, Gérauld-Richard, La livraison)	0 10	0 25
Vers la Russie libre (A. Bullard)	0 10	0 45
Réflexions sur l'individualisme (Devaldes)	0 10	0 45
La Hiérarchie des pouvoirs (Père Barbasson)	0 05	0 40
L'Anarchie et l'Eglise (E. Reclus)	0 10	0 45
A bas les morts (Girault)	0 05	0 40

CHANSONS

La Muse Rouge (Le père Lapurge), chaque chanson	0 15	0 20
En Normandie, chanson (M. Verne)	0 10	0 45
Berceuse, avec musique (Madeleine Verne)	0 20	0 25
Chansons de Ch. d'Avray : Chaque chanson	0 20	0 25

CARTES POSTALES

Portraits de Ferrer et de S. Villafranca	0 10	0 45
La mort de Ferrer (Leurs arguments)	0 10	0 45
Vues de l'Avenir social (12 cartes)	0 75	0 95
Vues de « La Ruhe » (12 cartes)	0 60	0 70
Cartes postales anticléricales (10 cartes)	0 60	0 70

VOLUMES

ANARCHISME

L'Anarchie (Kropotkine)	1	1 10
L'Anarchie, son but, ses moyens (Grave)	2 75	3 25
La Conquête du Pain (Kropotkine)	2 75	3 25

Anarchisme (Elzbacher)	3	3 50
Les paroles d'un révolté (Kropotkine)	1 25	1 75
La Douleur universelle (Sébastien Faure), nouvelle édition	2 75	3 25
La Révolution et l'idéal anarchique (Elisée Reclus)	2 75	3 25
Œuvres de Bakounine, tomes I, II, III et IV ; chaque volume	2 75	3 25
La Société Future (Jean Grave)	2 75	3 25
Anarchistes (Mackay)	2 75	3 25
La Société mourante et l'anarchie (Grave)	2 75	3 25
L'individu et la Société (Grave)	2 75	3 25
Les lettres de noblesse de l'anarchie (A. Delacourt)	3	3 50
Temps futurs, Socialisme Anarchique	2 75	3 25
L'Inévitable Révolution (du Prescrit)	2 75	3 25
En marche vers la Société nouvelle (Cornelissen)	2 75	3 25
Philosophie de l'Anarchie (Malato)	2 75	3 25
Le Socialisme en danger (Domela)	2 75	3 25
Socialisme et Anarchisme (A. Hamon), préface de Naudin	3	3 50
Réformes, révolution (J. Grave)	2 75	3 25
Psychologie de l'Anarchiste socialiste (Hamon)	2 75	3 25

ANTIMILITARISME, ANTIPATRIOTISME

L'Antimilitarisme et la Paix (Gohier)	1	1 10
Leur Patrie (Gustave Hervé)	0 95	1 20
Mon oncle Benjamin (Claude Tillier)	1 50	2
Guerre et Militarisme (Jean Grave)	2 75	3 25
Désarmement ou alliance anglaise (Naudin)	3	3 25
La Grande Famille, roman (Grave)	2 75	3 25
Sous la casaque (Dubois-Desaullie)	2 75	3 25
Biribi, roman (Darwin)	2 75	3 25
Camisards, peaux de lapins et cocos (G. Dubois-Desaullie)	3	3 50
Sous le Sabre, roman (Jean Ajalbert)	3	3 50
Les Guerres et la Paix (Ch. Richet)	1 25	1 50

HISTOIRE

La grande révolution (Kropotkine)	2 75	3 40
La Commune (Louis Michel)	2 75	3 25
De la Commune à l'Anarchie (Malato)	2 75	3 25
Les joyeusetés de l'exil (Malato)	2 75	3 25